

70 000 jeunes femmes menacées de mariage forcé en France... L'Islam compatible avec la République, vraiment ?

written by Christine Tasin | 1 août 2015



Nous signalions récemment un article de [Marianne](#) disant la réalité de la police religieuse en France ; il semble que Atlantico également prenne de plus en plus de distance avec le politiquement correct et tire la sonnette d'alarme à propos de l'islam (souvent sous la plume de [Benoît Rayski](#)) ou en interviewant des personnalités qui ne pratiquent pas la langue de bois. .

Sans langue de bois, on peut en juger aux extraits d'interview de 3 personnes, **Thierry Get**, membre du bureau politique de la *Droite libre*, **Patrice Ribeiro**, secrétaire général de *Synergie-officiers* et **Linda Fali**, présidente de *Ni Putes ni Soumises*. On notera sans surprise que cette dernière ne peut dire le vrai et ajoute sans cesse des éléments relativisant la police religieuse (chômage, exclusion...) :

Atlantico : les pressions exercées par certains groupes religieux sont une réalité.

Thierry Get : En premier lieu, je trouve vos conclusions sur cette affaire un peu hâtives. Il est toujours difficile de déterminer ce qui motive réellement ce type d'acte violent (d'ailleurs le nombre de violences gratuites est en forte progression en France). La dimension morale ne peut être évacuée a priori car les hommes et les femmes sont porteurs de valeurs religieuses/morales qui les « dépassent ». La culture et les interdits moraux qui y sont associés sont inscrits au plus profond de leur âme et dans un inconscient collectif.

Mais surtout, je ne me fierais pas aux déclarations du procureur. En effet, la ligne du gouvernement est de minimiser le plus possible ce type d'incidents religieux. L'expérience des attaques islamistes de Joué-lès-Tours, de Dijon aux cris d' »Allah akbar » fin 2014 où les autorités n'y voyaient pourtant que des « déséquilibrés » incitent à prendre avec prudence les propos des parquets. Il a fallu du temps avant de commencer à les qualifier d' »islamistes ».

Patrice Ribeiro : Ces agressions sont fréquentes, notamment dans des quartiers fortement radicalisés. On peut citer par exemple le quartier des Izards à Toulouse, qui s'est fortement radicalisé depuis la tuerie de Merah. Ces pressions sont notamment du côté vestimentaire, et c'est ainsi que l'on voit notamment des jeunes filles quasiment obligées par les plus rigoristes de sortir de chez elles avec un voile, quitte à se changer lorsqu'elles arrivent en centre-ville. De même, on a vu récemment à Strasbourg le cas d'une école qui avait dû mettre à disposition de ses élèves une salle afin qu'elles puissent retirer leur voile et se changer. **Ce phénomène est généralisé aux quartiers où les populations sont issues de l'immigration.**

Linda Fali : Il est toujours délicat d'intervenir sur ce genre de thématique. Du fait de l'ampleur passionnelle d'un tel fait divers, chaque réaction nourrit un discours ou un autre. Le sujet est devenu tellement sensible qu'il devient même difficile de dire que ce qui est arrivé à cette jeune fille est intolérable sans être accusé d'on ne sait quoi.

Pour répondre à votre question, ce que l'on peut observer, c'est qu'il y a de plus en plus de jeunes filles dans les cités qui évoquent certaines contraintes comportementales, et notamment vestimentaires. Dans une sorte de quête identitaire, elles sont parfois même paradoxales, dans leur volonté d'imposer un code moral, et de s'habiller comme elles le souhaitent.

Alors qu'auparavant, elles ne pouvaient pas s'habiller « à l'occidentale » aisément, notamment du fait de l'entourage familial, des garçons, ou du quartier, aujourd'hui elles refusent d'elles-mêmes ce mode de vie.

Nous avons pu observer que le processus qui a amené cette évolution a commencé depuis trois ans. **Et la crise économique a également participé à cette dégradation.** Si les femmes des cités étaient moins touchées par le chômage, elles y sont aujourd'hui très sensibles.

Thierry Get : Les populations touchées sont variées. Il s'agit principalement de jeunes femmes, d'homosexuels, de Français qui fuient certains quartiers et parfois même des intellectuels ou caricaturistes qui ont commis l'« irréparable » en critiquant une certaine religion.

Les jeunes filles sont soumises à la pression de la virginité. Ainsi, des nombreuses jeunes filles ont recours à des reconstitutions d'hymen par peur des réactions de leur famille. Par ailleurs, selon l'ONG Plan France, 70 000 jeunes femmes seraient potentiellement menacées de mariage forcé en France.(1)

Les pratiques religieuses traditionnelles sont plus difficiles à éradiquer dans le système musulman car elles sont fondées sur des textes religieux explicites et prescriptifs issus directement du coran, voix directe d'Allah pour les musulmans.

Quant au sort des homosexuels dans les quartiers, Caroline Fourest, dans le magazine suisse 360 degrés, rappelait, en

avril 2013, que Houria Bouteldja, leader des Indigènes de la République, dénonçait l'impérialisme gay et explique qu'il n'y a pas de vrais homosexuels en banlieue ou qu'ils doivent se faire discrets car s'ils assument leur homosexualité comme une identité fière et ouverte ils importent le colonialisme et le mode de vie occidental blanc... Ces propos sont à rapprocher de ceux de l'ancien président de l'Assemblée Générale des Nations unies, lors d'une conférence de presse le 28 septembre 2009, qui allaient dans le même sens. Il a déclaré en réponse à une question sur l'homosexualité, que « en tant que musulman, je ne suis pas en faveur de cela (...) Je pense que ce n'est pas vraiment acceptable pour notre religion, notre tradition. (...) », a-t-il dit.

Mais finalement, la pression la plus efficace en termes de propagande religieuse est celle qui s'exerce sur les intellectuels ou les caricaturistes. Le professeur de philosophie, M. Redeker, est victime d'une fatwa et sous protection policière sur le territoire français pour avoir critiqué le coran. Même François Hollande a demandé aux journalistes dans sa dernière conférence de presse de ne pas utiliser le terme d' »Etat islamique » mais plutôt « Daech ». Et la plupart des médias ont obtempéré.

Patrice Ribeiro : On peut constater des insultes sur la moralité, sur la famille... Parfois des violences... Et la pression de conformité est telle qu'elle infuse dans la famille. Les frères, les sœurs, les voisins, les amis du quartier... C'est ce qui est à l'origine de sa puissance : personne ne voulant évidemment être mis au ban, ou faire honte à sa famille. Et si l'on laisse croire à un alibi d'adhésion, on ne laisse en réalité pas le choix à une bonne partie de ces femmes.

Les mariages forcés existaient déjà depuis 30 ou 40 ans, mais il y a aujourd'hui un phénomène de mariage religieux : entre les divorces et les répudiations, le mariage civil n'est parfois pas plébiscité. Mais ce n'est pas forcément important pour eux, car il y a aussi un rejet de la République, de l'Etat. La règle religieuse prévaut sur la règle civile. Il y a donc une

forme de contrôle social qui se substitue aux règles de la laïcité, de l'émancipation de la femme.

En règle générale, cet ordre religieux est distillé par des salafistes religieux qui ont une lecture rigoriste de l'islam. Et c'est l'adhésion à des règles à la fois strictes et simples qui permettent cette diffusion rapide, et une certaine forme de séduction. Longtemps, certains sociologues et idéologues considéraient que s'attaquer à la police ou à l'Etat consistait en fait à s'attaquer à un système de règles trop contraignant. Alors qu'en réalité l'adhésion forte, verticale, permet de remplir la vacuité des valeurs portées par la République. Mariage pour tous, égalité des femmes sont ainsi rejetés pour cette vision simpliste. **Au final, l'enjeu est moins religieux qu'une forme de contrôle social, politique, économique du quartier.** Et cela s'intègre aussi à l'islamobanditisme, aux vendeurs de drogues qui vivent en autarcie, en vase clos.

Linda Fali : Les acteurs que l'on a toujours connus. Outre le repli identitaire, la cité, le regard de ses habitants, reproduisent un « code de conduite ». C'est cela qui renvoie au religieux. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a une morale parallèle et déconnectée qui y a évolué, et il manque de structures pour renforcer les valeurs républicaines. Lorsque les politiques se penchent sur le problème, ils le font généralement mal.

Thierry Get : Certes le ramadan donne lieu à de plus en plus de dérapages (incidents des pains au chocolat relevés par J.F. Copé, des « sandwiches au jambon » à Reims notamment, affaires des boulangers agressés etc.), mais ceux-ci ne sont rien encore en comparaison de la tyrannie de la pression du voile. Comme le disait Elisabeth Badinter en 2003, « la symbolique du foulard est claire (...) la femme doit cacher ses cheveux pour ne pas susciter le désir des hommes. Il est le signal pour tous les hommes qui ne sont pas de la famille qu'elle est intouchable, inabordable. Si elle ne le met pas, elle porte

l'éventuelle responsabilité des violences sexuelles dont elle pourrait être victime, elle est considérée comme une pute. A priori, la femme est donc coupable de susciter des désirs impurs, alors que l'homme est innocenté de les éprouver. **Le voile est le symptôme de l'avancée du système islamique qui exerce ainsi un contrôle sur les femmes.**

Par ailleurs, le dernier rapport de l'Observatoire national de la délinquance montre une hausse continue et préoccupante de violences en milieu de santé (12 000) soit une hausse de 10%. Une des raisons de cette montée réside dans la hausse des pressions religieuses. Le médiateur de la République évoquait en 2011 une recrudescence de signes religieux ostentatoires dans les hôpitaux. Il signalait également que le personnel soignant devait souvent s'adapter à certains rites : retarder des soins en raison de la prière, reporter des prises de sang pour cause de ramadan ou bien encore trouver des solutions pour les patientes refusant d'être examinées par un homme.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/derriere-vrai-faux-fait-divers-reims-etat-lieux-pressions-religieuses-au-quotidien-en-france-thierry-get-linda-fali-patrice-2256736.html>

Il est évident que Marianne et Atlantico disent la même chose que nous... que d'autres medias un peu moins subventionnés que les autres vont suivre.. C'est obligatoire. Tout est en train de se déliter. Dans tous les sens. A quoi tout cela aboutira-t-il, telle est la question...

Christine Tasin

(1) Selon PLAN France, il s'agirait d'un chiffre communiqué par le Haut Conseil à l'Intégration et non par eux.